

**« Articuler les échelles de gouvernance pour soutenir le processus d'intégration régionale ».
L'expérience de Symbiose Sénégal**

Cheik BA,

Président de Symbiose, membre du conseil de l'Alliance

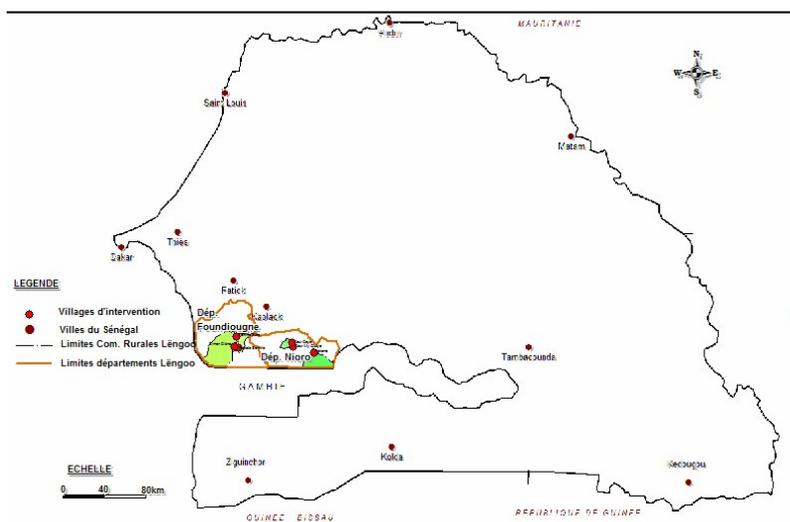
CONSIDERATIONS GENERALES

Classée « pays en voie de développement » dès leur accession à la souveraineté internationale, l'écrasante majorité des pays au Sud du Sahara est passée successivement « pays sous développé », « pays sous ajustement structurel » puis « pays pauvre très endetté PPTTE » ; cet itinéraire est largement illustratif de processus de paupérisation en grande partie imputables à des choix de développement insuffisamment en phase avec les préoccupations des populations locales et peu respectueux des réalités des milieux auxquels ils s'adressent. Un peu partout, le déficit vivrier est criard et les difficultés liées à la malnutrition chaque jour plus sévères. Les candidats à l'émigration clandestine ne se comptent plus. Au regard de ces considérations quel est l'espace d'instrumentation des politiques et programmes de développement ? Est-il encore possible de prétendre dans la durée à un mieux être en s'enfermant dans les limites territoriales définies par les pouvoirs publics ? Nos Etats qui ont longtemps affiché leur souveraineté n'ont-ils pas démontré leur incapacité à s'inscrire dans des approches qui améliorent durablement les conditions de vie de leurs populations ?

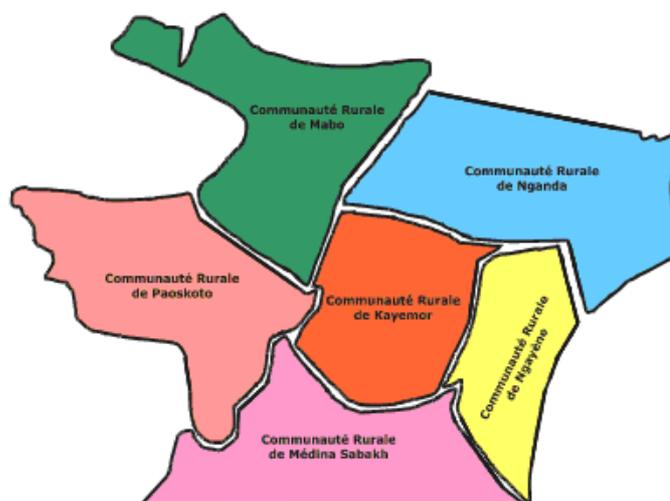
Nous osons croire que ces questionnements sont au cœur des préoccupations des organisateurs du présent forum qui ont choisi de réfléchir sur les voies et moyens d'articuler les échelles de gouvernance dans la perspective de promouvoir des formes d'intégration régionale qui résistent au temps ; une autre manière de jeter un regard sur la décentralisation qui continue à figurer en bonne place parmi les programmes susceptibles de valoriser définitivement l'espace rural ! Elle se propose de rapprocher l'administration des administrés, de travailler à l'effectivité d'une participation active qui fasse des communautés de base les acteurs de leur propre développement. Bref, elle invite à un retour vers une base comprise comme le lieu par excellence de réflexion, de négociation et de mise en œuvre d'un développement local dans lequel les acteurs locaux dans leur diversité se reconnaissent. Pour le législateur, la communauté rurale se définit comme un ensemble de villages unis par des solidarités résultant du voisinage et capables de trouver des ressources à leur propre développement.

L'EXPERIENCE PROPREMENT DITE

Mon intervention sera essentiellement axée sur l'expérience de Symbiose Sénégal, une organisation d'appui au développement qui a fait le pari de retourner au local et de s'engager avec les acteurs locaux dans une démarche processuelle qui leur permette de se définir et de mettre en œuvre des formes de gouvernance qui améliorent durablement leurs conditions de vie. L'expérience se réalise principalement dans le vieux « Bassin arachidier », une région naturelle adossée au pays frère de la Gambie



LE SENEGAL ET LA ZONE D'EMPRISE DE SYMBIOSE



ZONE D'EMPRISE DE SYMBIOSE 6 communautés rurales concernées

La carte révèle un « pays » comprenant six communautés rurales limitrophes confrontées aux mêmes contraintes environnementales. La Gambie n'échappe pas à ces mêmes contraintes

Mais disons que pour la partie sénégalaise, incontestablement la communauté rurale a permis de franchir des étapes significatives en termes de :

- sentiment d'appartenance à un même terroir
- réalisation d'infrastructures socio éducatives qui participent de l'amélioration de la santé, de construction d'une citoyenneté active (apprentissage de la négociation et de la gestion du développement local)

S'agissant de la mobilisation des ressources propres pour assurer le développement de la communauté rurale, les limites sont très vite apparues ; les exercices de diagnostic participatif ont très rapidement convaincu les producteurs de Kayemor et les communautés rurales environnantes que les processus de dégradation prenaient forme dans les communautés en amont (Nganda et Mabo situés dans le département de Kaffrine) et se prolongeaient dans les communautés en aval (Paoskoto et Médina Sabakh situés dans un autre département notamment Nioro du Rip). En d'autres termes, se pose la

question de l'articulation des échelles entre ces différentes collectivités sous la tutelle de deux administrations différentes ! Manifestement la seule communauté rurale de Kayemor se révèle trop petite pour prendre en charge ses multiples défis environnementaux ; la pertinence de la communauté rurale en tant qu'espace de protection de l'environnement se pose dans toute son acuité. Il est tout à fait dommage que malgré la possibilité offerte par le législateur de s'engager vers des « ententes intercommunautaires », les populations et les services techniques se replient dans des « souverainetés » territoriales étroites qui obèrent toutes les initiatives des acteurs locaux en matière de préservation et de gestion des ressources naturelles.

DES ACQUIS

Au plan des initiatives locales en matière d'articulation des échelles

Riches de tous les enseignements ci-dessus énumérés, Symbiose et ses partenaires de base ont choisi d'une part de revisiter l'histoire de populations unies par la géographie et par l'histoire, d'autre part de renégocier les possibilités qui s'offrent à ces mêmes partenaires de se retrouver dans des cadres de concertation et de planification du développement qui dépassent des limites territoriales jugées à bien des égards artificielles. Au total, un certain nombre d'acquis sont enregistrés principalement une nette prise de conscience de l'urgence à s'ouvrir à toutes les communautés rurales limitrophes et à développer des conversations qui permettent de mutualiser les connaissances et les expériences, d'entreprendre ensemble. Il s'y ajoute :

- En matière de développement organisationnel :

A l'échelle des six communautés rurales, des cadres de concertation ou « Pencs » (arbres à palabres) ont été promus au plan intra et intercommunautaire pour une remontée et un traitement efficace de l'information ; Les conseils ruraux à travers leurs commissions domaniales et les « Pencs » se concertent régulièrement et mutualisent leurs connaissances pour une gestion durable des ressources naturelles ; les tensions politiques qui empêchaient les populations de se concentrer sur les questions de développement se sont considérablement atténuées ; tous ces pencs se retrouvent dans une « Interpenc » qui veille à l'effectivité de toutes les activités intercommunautaires. Ces innovations organisationnelles sont regardées avec la plus grande bienveillance par l'ensemble des autorités administratives, techniques et politiques ; il s'agit de faire en sorte que le social influence positivement l'institutionnel

- En matière de protection de l'environnement :

Les résultats sont significatifs avec l'avènement d'une part de codes de conduite à l'échelle des communautés rurales, d'autre part d'une charte environnementale qui concerne la totalité des communautés rurales. Cette charte récapitule et planifie l'ensemble des activités qui autorisent une gestion efficace des problèmes environnementaux. Durant ces deux dernières années, il n'a été noté aucun feu de brousse ; les actions de déforestation ont connu des diminutions sensibles et les espaces dégradés se sont substantiellement améliorés par la mise en place d'ouvrages de défense et de restauration des sols. Les autorités locales et administratives restent convaincues que si les populations maintiennent ce rythme au moins sur une dizaine d'années, le Saloum sera la zone de référence en matière de lutte contre la pauvreté au Sénégal et dans le Sahel ;

- En matière de gestion des activités économiques :

Avec l'articulation des échelles au niveau local, le système de production a connu une sensible diversification avec notamment :

- une politique de crédit décentralisée régulièrement revisitée par les organes que les producteurs se sont donnés. L'Interpenc a aidé à la mise en place de trois mutuelles d'épargne et de crédit dans des espaces pertinents configurés par les communautés de base elles-mêmes en dehors des limites formelles suggérées par la décentralisation. Ce sentiment de partage d'une même communauté

d'intérêts (auto financement des activités agricoles), d'opinions et de pensées a considérablement renforcé la dynamique intercommunautaire

- une riziculture qui commence à être une réalité dans une zone depuis longtemps sous l'emprise de l'arachide et du mil; elle contribuera à réduire sensiblement la dépendance alimentaire des ménages en riz. Pour un essai sur 09 ha les producteurs ont eu presque 14,5 tonnes à raison de 1,5 tonnes de rendements à l'hectare ;
- un maraîchage qui a administré la preuve qu'elle peut suppléer à l'essoufflement des cultures de rente et occuper les producteurs en période de contre saison. Plus de 1000 producteurs tirent des revenus conséquents dans le maraîchage de contre saison.

Au plan des initiatives sous régionales en matière d'articulation des échelles

De part et d'autre de la frontière entre le Sénégal et la Gambie, on retrouve les mêmes populations. Leurs concertations à travers leurs structures de représentation ont permis l'émergence :

- de codes de conduite en matière de gestion de l'environnement
- de protocoles pour la prise en charge des questions liées au VIH sida

Toutes ces actions éclairent sur la capacité des populations locales à s'inscrire dans des programmes qui promeuvent l'intégration sous régionale.

DES ENSEIGNEMENTS

Ils sont principalement de trois ordres :

a) La décentralisation présente des opportunités remarquables pour réfléchir sur des réponses locales aux difficultés multiformes auxquelles les communautés de base sont confrontées. Ces opportunités doivent être saisies pour rompre définitivement avec des approches verticales qui ont toujours ignoré les capacités contributives de communautés de base pourtant très averties des réalités de leurs terroirs et des expériences qui y ont été mises en oeuvre. Les services techniques et les partenaires au développement se doivent d'opérer des ruptures en étant plus attentifs aux réalités locales et aux suggestions des acteurs locaux. Quand il s'est agi de réfléchir sur la possibilité de construire un centre de santé dans le territoire sénégalais, certaines populations du Sénégal ont rétorqué en toute bonne foi de s'en tenir à l'hôpital de Farafenni (en Gambie à 2 km) et de s'orienter vers d'autres investissements plus urgents en rapport avec l'amélioration de leur pouvoir d'achat. Une telle proposition s'inscrit dans l'articulation des échelles et le soutien à une intégration sous régionale

b) La mobilisation de ressources propres suppose une protection durable des ressources naturelles qui constituent le levier naturel sur lequel s'appuient les populations rurales pour promouvoir leur développement. Hors la protection, la gestion de ces ressources appellent des conversations, des synergies fortes et soutenues entre collectivités locales. Force est de reconnaître que jusqu'à présent le secteur de l'économie locale est insuffisamment investi par les spécialistes de la décentralisation ; il s'agit aujourd'hui de se rendre compte que seule une économie solidaire construite sur un local à géométrie variable peut donner un souffle nouveau à la décentralisation, aux populations qui se définissent librement leur périmètre d'occupations agro pastorales.

c) La question de l'articulation des échelles peut et doit être regardée sous plusieurs autres angles ; comment comprendre la prolifération des universités dans l'espace sous régional ouest africain ? Tout se passe comme si chaque pays doit disposer de sa (ses) propre(s) université(s). Il s'y ajoute que toutes ces universités ont la même vocation. N'est-il pas alors souhaitable de s'orienter vers des formules qui spécialisent les universités, qui minimisent les coûts, qui rendent les Etats et leurs populations plus attentifs à des Etablissements dans lesquels ils se reconnaissent effectivement. L'Ecole Inter Etat des Sciences Vétérinaires n'appartient pas au

Sénégal ; c'est un patrimoine des Etats qui l'ont mis en place. Ses produits connaissent suffisamment l'espace Ouest africain et s'y investissent à la satisfaction des populations de cette sous région. La faculté de médecine de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar a fini d'acquiescer ses lettres de noblesse ; elle accueille la plupart des étudiants de la sous région. Ces exemples sont davantage à méditer pour l'avènement d'institutions crédibles avec des vocations sous régionales

En définitive, il faut se féliciter très franchement de l'initiative remarquable de l'équipe « Laboratoire Citoyennetés » d'organiser ce forum multi acteurs qui ouvre la réflexion sur des thématiques aussi pertinentes que celle-là qui invite à articuler des échelles de gouvernance pour soutenir l'intégration sous régionale ! Nul doute que cette initiative se poursuivra pour que définitivement les populations retrouvent l'espace naturel de mise en œuvre de leurs activités socio économiques et s'enrichissent de leurs différences ! C'est là une condition principale pour l'avènement d'une région ouest africaine réconciliée avec elle-même.